

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Dimanches

Rédacteur en chef : Dr Lazar MARKOVIĆ, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
69, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — »

La paix russe et la Serbie

Les maximalistes russes viennent d'accomplir, par la conclusion de l'armistice avec l'Allemagne et ses alliés, un acte dont les conséquences, si graves qu'elles soient, doivent être envisagées avec calme et sang-froid. La Russie ne veut ou ne peut pas se battre, tel est le fait brutal avec lequel il faut dorénavant compter. Comme facteur militaire dans la lutte contre le germanisme, la Russie n'existe plus, et c'est avec un allié de moins qu'il faudra continuer la guerre, si l'on veut vaincre. La défaillance russe est d'autant plus douloureuse qu'elle se produit dans des circonstances plutôt tragi-comiques. Il est tragique de voir un grand et noble peuple accomplir une trahison, non seulement odieuse au point de vue moral, mais néfaste pour l'avenir de la Russie même. Et il est comique d'assister aux pourparlers de paix entre Lénine, Trotzki et consorts d'un côté, — qui se parent du titre d'apôtres de la révolution et de la justice sociales, — et des représentants de Guillaume, Charles, Ferdinand et Mohamed, de l'autre, — ces quatre seuls monarques ne connaissant pas d'autre droit que leur pouvoir issu de la volonté divine ! Pourtant, ce n'est pas le moment d'examiner le grotesque de la situation créée par les bolcheviks, dont il semble que l'audace n'ait pas de bornes. Ce qui nous préoccupe, c'est le sort de notre peuple et de notre chère patrie qui a cru en la Russie comme en Dieu, et qui se sent touchée, par la trahison des bolcheviks, au cœur même de ses espérances.

La guerre a cependant endurci les Serbes, et les épreuves nombreuses, par lesquelles le peuple serbe a dû passer, lui ont appris à résister aux plus grands malheurs. Les bases morales de notre politique ne sont pas ébranlées par la trahison de Pétrograd, et si nous ne pouvons plus compter sur le concours des divisions russes, ce n'est pas une raison d'oublier que le haut idéal de liberté et de justice auquel nous avons tout sacrifié, nous commande de continuer la lutte. La Russie, représentée en ce moment par une bande d'aventuriers et d'agents allemands, accepte la domination allemande. Elle consent à se soumettre à la botte prussienne plutôt que de continuer la guerre.

Ce dilemme nous a été posé, à nous et à nos alliés, déjà avant la guerre, et aujourd'hui comme hier, il se présente sous la même forme. Nous avons à choisir : ou bien périr et perdre l'indépendance politique et économique, pour servir éternellement les intérêts des maîtres allemands, ou bien continuer la défense en compagnie des États les plus grands et les plus civilisés du monde. Dans de telles conditions, il n'y a pas de choix. La Russie nous était très proche, nous croyions en elle et nous espérions d'elle notre salut. La France, l'Angleterre et l'Amérique ne nous connaissaient pas et ne s'intéressaient pas beaucoup à notre sort. La guerre a changé la situation, et non seulement l'idéologie politique, mais aussi et surtout les intérêts les plus élémentaires, conseillent à nos alliés de nous garantir notre liberté nationale la plus complète. Le spectre du Mittel-Europa s'étendant de Hambourg à Bagdad a pris, après la défaillance russe, une forme particulièrement menaçante. Le sort du monde entier se joue sur le continent européen, et la

Serbie courageuse y représente l'obstacle le plus sérieux à l'établissement de l'hégémonie allemande. L'honneur de nos alliés est engagé à la restauration de la Serbie, mais les intérêts les plus vitaux d'une Europe tranquille et pacifique exigent la réalisation de nos aspirations nationales.

Les Austro-Allemands veulent insinuer qu'après la trahison russe, les Serbes doivent renoncer à la lutte, le pilier principal de leur politique s'étant effondré. Nous aurons l'occasion de revenir sur cet argument fallacieux, et pour le moment nous voulons constater, que les piliers principaux de notre politique sont la justesse de notre cause, le droit à la vie et le désir d'être libres et affranchis de toute domination étrangère. La trahison russe n'y a rien changé. Au demeurant, la guerre est loin d'être terminée et les forces matérielles des Alliés sont tellement imposantes que même les esprits faibles se redressent lorsqu'ils y regardent de près. Mais parmi les Serbes il n'y a pas de faibles. Et nous avons des raisons de croire que les erreurs du passé ne se répéteront pas et que le front de Salonique sera, à temps, renforcé pour toute éventualité.

L. M.

Joseph Casement-Caillaux

Si l'Angleterre a eu son Casement, la France, elle aussi, aura maintenant le sien. Il s'appelle Joseph Caillaux. Il fut précédé par Bolo pacha, Almeyreda et Turmel. Seulement ces derniers ne sont que des traîtres d'une espèce vulgaire tels que l'on en voit un peu partout. Eux, ils trahissaient leur pays pour de l'argent. Chez M. Caillaux rien de pareil. C'est un défaitiste « par conviction », un « illuminé » comme certains disent en parlant de Trotzky et de Lénine.

Trafic d'honneur n'enrichit pas, dit un proverbe français. Mais M. Caillaux n'est pas de cet avis là. Lui, en homme avisé, il a trouvé que la France possède un patrimoine moral comme nul autre pays au monde, en quoi, du reste, il a parfaitement raison. Mais en excellent homme d'affaire chez qui tout ce qu'on possède peut être l'objet de transaction commerciale, il considérait que la France avait aussi de l'honneur à revendre aux autres.

Et qui parmi les autres peuples en aurait plus besoin que l'Allemagne ? Donc le marché sera vite conclu et il sera avantageux pour les deux parties. On sacrifiera aussi au besoin quelques alliés, mais « on sauvera » la République. M. Caillaux voulait donc « sauver » la République en capitulant devant l'Allemagne, tout comme jadis le maréchal Bazaine croyait sauver l'empire en capitulant à Metz. Or, l'empire sombra précisément par la faute de Bazaine et l'honneur français ne fut alors sauvé que grâce aux efforts surhumains de Gambetta et au patriotisme de Thiers.

Si M. Caillaux avait eu le temps de lire l'histoire de son pays, il aurait peut-être tâché d'imiter Gambetta qui, en tout cas, était beaucoup plus républicain que Bazaine. Mais les affaires sont les affaires et M. Caillaux n'avait guère le souci de s'occuper du passé.

Le délégué socialiste Habermann défend le roi de Serbie devant les Délégations autrichiennes.

Pendant la séance du 13 décembre, le délégué socialiste tchèque Habermann, président du club socialiste au Parlement autrichien, protesta en termes émus contre les attaques grossières, dont fut victime le roi Pierre de Serbie de la part d'un rustre princier. En effet, le prince Auersperg, en critiquant aux Délégations la politique serbo-phile tchèque, a appelé le vénérable souverain de Serbie un « filou ».

Le délégué socialiste Habermann, tout en protestant contre la grossièreté du noble prince, ajouta avec ironie que cette façon de traiter les têtes couronnées pourrait facilement faire école, même s'il ne s'agissait pas de souverains slaves !

Nous ne voulons rien dire de cette attaque misérable contre le roi Pierre, attaque tellement vulgaire qu'elle a dégoûté même des socialistes, adversaires déclarés de tous les monarques.

L'impudence d'un pseudo-historien

Le fameux professeur Heinrich Friedjung, ce représentant typique de la science historique autrichienne, celui qui a voulu « faire », l'histoire en produisant des faux comme preuves de ses affirmations fantastiques, vient de réapparaître sur la scène. Le scandale de 1909 aurait mis fin à son activité « d'historien », dans tout pays, sauf en Autriche, où, comme le dit l'écrivain viennois Hermann Bahr, tout va de travers. C'est ainsi que la réputation de Friedjung s'accrut encore par la révélation sensationnelle que les documents sur lesquels le « savant », construisait ses tableaux historiques, étaient des faux fabriqués dans la légation d'Autriche-Hongrie à Belgrade ! Il ne faut donc pas s'étonner que la « Frankfurter Zeitung », du 11 décembre, en parlant d'un article récent de Friedjung, dise qu'il mérite la plus grande attention ! Les copains se valent évidemment !

Or, ce Herr Professor Friedjung, alias grand maître en matière de faux documents, se croit autorisé à parler de la Serbie et de son avenir. Il considère la question des Balkans comme définitivement résolue en faveur des puissances centrales. Par conséquent, le sort de la Serbie serait déjà scellé. Mais les vainqueurs — ce sont les Austro-Allemands !

— ne sont pas si méchants et ils penseront aussi au bien du peuple serbe, trompé et abusé par ses dirigeants. Pour que ce bon peuple fût à l'avenir préservé d'un tel malheur et ne pût se défendre contre des périls « imaginaires », il faudrait que la Serbie fût annexée à la Monarchie, ou bien, si on la laissait subsister, il faudrait lui interdire de posséder une armée. Du moment que la Serbie supprime son armée, l'Autriche se montrera galante et ne s'opposera pas au passage des produits serbes par son territoire. C'est ainsi que l'Autriche éviterait l'ennui de devoir garder Belgrade et Smederevo pour elle. De même que l'Allemagne pourrait renoncer à Anvers, si la Belgique était dépourvue de toute armée, de même la Monarchie austro-hongroise consentirait à renoncer à la possession matérielle de cette partie de la Serbie, si l'on créait en Serbie un état de choses conforme aux besoins autrichiens.

Nous enregistrons ces désirs de Friedjung uniquement à titre de curiosité, pour montrer à nos lecteurs à quel degré certains esprits « scientifiques » en Autriche souffrent d'une maladie incurable, qui, tout en se manifestant par de pareilles impudences, n'en ressemble pas moins à la « dementia praecox ».

M. Caillaux et la Serbie

Il y a un peu de tout dans la masse des paroles, démarches et intrigues reprochées à M. Caillaux par le rapport du général Dubail, et tout à son intérêt. On permettra cependant à ceux qui, comme moi, se préoccupent particulièrement des choses slaves, de s'arrêter de préférence aux cyniques propos qu'il aurait tenus à Rome sur le compte de la Serbie.

On connaît la thèse abracadabrante de ce financier mué en diplomate : alliance de la France avec l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne (l'Autriche n'est pas nommée, mais évidemment elle est comprise dans le terme « Allemagne » ; on ne saurait penser que M. Caillaux ait négligé une puissance si digne d'attirer sa sympathie) ; rupture avec la Russie et l'Angleterre, et abandon de nos alliés de moindre envergure, la Roumanie et la Serbie. Celle-ci, aurait dit M. Caillaux avec la désinvolture « talonrouge » qu'on lui connaît, celle-ci disparaîtra, mais « elle n'aura que ce qu'elle mérite ».

Cette affirmation effarante risque de ne pas frapper autant qu'il le faudrait l'attention publique, parce qu'elle vise un point que nous nous sommes malheureusement habitués à regarder comme secondaire dans la guerre actuelle. On m'excusera donc d'y insister, au cas — que je veux espérer improbable, — où certains de nos concitoyens partageraient pour l'héroïque petit peuple des Balkans le mépris transcendental affiché par le grand tripoteur de Mamers.

« La Serbie n'aura que ce qu'elle mérite » : je ne puis m'expliquer ce mot qu'en le rapprochant d'un autre, qu'un de mes amis a entendu prononcer au début de la guerre par quelqu'un qui se croyait évidemment très spirituel : « Qu'est-ce que c'est encore que cette Serbie pour laquelle nous allons nous battre ? » Les Serbes sont des gêneurs ; ce sont eux qui nous ont forcés à rompre cette paix bénie pendant laquelle les Allemands nous envahissaient si sournoisement, — et pendant laquelle nos financiers brassaient de si bonnes affaires ! S'ils sont mangés par l'Autriche, ils ne l'auront vraiment pas volé.

Ai-je besoin de dire qu'une telle opinion,

historiquement, ne tient pas debout ? Nous ne nous battons pas pour la Serbie, mais à l'occasion de la Serbie, ce qui est bien différent. Il y avait, entre les ambitions monstrueuses de l'Austro-Allemagne et la résistance naturelle de tous les autres peuples, un conflit latent, virtuel, qui devait se manifester ici ou là, plus tôt ou plus tard, mais qui était inévitable. L'incident de Sarajevo n'a été qu'un prétexte. Ça été comme une de ces blessures légères au lendemain desquelles on est tout surpris de voir l'organisme très gravement malade, parce qu'elles ont déterminé l'écllosion extérieure d'une infection depuis longtemps couvée. L'Europe était pourrie de germanisme : l'affaire austro-serbe a fait apparaître le mal, mais ne l'a point créé.

On peut même dire que les Serbes, loin de provoquer la guerre, ont tout fait pour l'éviter. Ce peuple, auquel M. Caillaux reproche sa mauvaise tête, a été d'une docilité presque excessive aux conseils ultrapacifiques que l'Entente a cru devoir lui donner. Que ce soit au moment de la crise bosniaque, dans le conflit de 1914, ou enfin à la veille de la rupture avec la Bulgarie, les Serbes ont patienté et cédé tant qu'ils ont pu, et plus qu'ils n'auraient dû, parce que nous le leur demandions. Dans le dernier cas notamment, s'ils nous avaient moins fidèlement écoutés, ils auraient prévenu l'irruption bulgare ; le roi Pierre serait encore maître de Belgrade, et nos troupes ne seraient pas menacées à Salonique. Les représenter après cela comme des trouble-fête, c'est un paradoxe un peu fort, — même pour l'inspirateur d'Almeryda !

La thèse caillauniste, qui constitue le plus injurieux démenti à l'histoire, n'est pas un défi moins scandaleux à la doctrine dont nous nous réclamons en France, et dont nous ne pouvons pas en pas nous réclamer, car nous perdriions notre raison d'être. Cette thèse suppose en effet que les peuples, et surtout les petits peuples, sont comme une monnaie d'échange dont on peut se servir pour maquignonner n'importe quelle tractation. Nous sommes en train de conclure un marché avec l'Allemagne, mais les apports ne sont pas encore bien égaux : qu'à cela

ne tienne! nous donnerons à l'Allemagne la Serbie, et, s'il le faut, la Roumanie, et quoi encore? jusqu'à ce que la balance soit en équilibre. Que la Serbie et la Roumanie aient un droit quelconque à être consultées, à disposer d'elles-mêmes, à vivre enfin, c'est à coup sûr l'idée qui entre le moins sous le crâne de M. Caillaux.

Cette façon de voir n'est pas neuve, je le sais bien. C'est celle qui a jadis sévi au Congrès de Vienne; encore prenait-on quelques précautions de bienséance que le diplomate manœuvra à rejeter. C'est la conception des Napoléon, des Metternich. Il n'y en a pas de plus insolentement aristocratique, ni de plus outrageusement réactionnaire. Et qu'elle ait pu être soutenue par un homme qui se donnait, — qui se donne encore, — comme le chef d'un parti républicain, démocratique et radical-socialiste, doit-on dire que le paradoxe en est plus comique, — ou plus lamentable?

Voilà, — bien plus encore que ses lettres à Bolo ou ses encouragements à Almereyda, — voilà le grand crime de M. Caillaux, le crime inexpiable, le « péché contre l'esprit » pour lequel il n'est point de pardon. Alors que la France tout entière, d'autant plus ardente qu'elle était plus rudement meurtrie, jurait de rendre impossible désormais le retour de pareilles insultes à la justice et travaillait à instaurer un ordre de choses nouveau et meilleur, lui, de toutes ses forces, de toutes ses ruses, s'appliquait à nous faire retomber dans l'ornière honteuse des vils marchandages et des compromissions égoïstes. Il « trahissait » dans toute l'acception du terme: il trahissait l'esprit moderne, l'esprit de justice et de liberté; il trahissait l'âme haute et pure de la France.

Et il trahissait aussi les intérêts français. Car enfin, quelque opinion qu'on ait sur notre système d'alliances, il y a des faits qu'on ne peut nier. C'est un fait qu'en 1914 l'Allemagne était plutôt trop puissante que pas assez. C'est un fait que plus elle a de puissance, plus elle en veut. C'est un fait que tout ce qui la fortifiait la rendait plus oppressive, plus capable de rompre l'équilibre mondial déjà si péniblement conservé. Par conséquent, lui livrer le monde slave, comme M. Caillaux le voulait, c'était augmenter notre péril.

Il ne sert à rien de répondre qu'en échange de la Serbie, l'Allemagne nous aurait cédé quelques lieues carrées de terre lorraine. Même si c'était vrai, elle serait sortie encore de cette affaire avec un accroissement de force dont elle n'a vraiment pas besoin pour être un danger universel. La chose est évidente pour quiconque veut bien réfléchir que tous les fronts sont solidaires, fronts politiques comme fronts militaires. Nos intérêts ne sont pas moins vitaux à Salonique ou à Trieste qu'à Metz et à Briey. Il peut y avoir des gens qui méconnaissent cette grande vérité, mais M. Caillaux, un financier, un économiste? Allons donc! s'il ne l'a pas vue, c'est qu'il ne voulait pas la voir.

C'est égal: il est réconfortant, pour nous autres défenseurs de la cause yougo-slave, de constater que son pire adversaire est un homme accusé de haute trahison. On n'est pas l'ennemi des Serbes sans être l'ennemi de la France.

René PICHON.

(L'Œuvre)

L'Autriche-Hongrie se démasque

Le revirement actuel en Autriche-Hongrie donne à méditer à tous ceux qui croyaient à une action séparée de la monarchie danubienne dans l'alliance germanique. La formule de la « paix sans annexions ni contributions » sortie avec tant d'enthousiasme et d'« abnégation victorieuse » des officiers impériaux acquiert aujourd'hui son véritable sens germanique à la lumière des discours prononcés aux délégations austro-hongroises. Le voile démocratique dont les Impériaux ont tâché de masquer leurs visées impérialistes et annexionnistes, se déchire à présent. Depuis que les revers italiens et la Russie soviétisée ont délégué les Impériaux au danger militaire immédiat, la voix sincère commence à se faire entendre et les véritables buts de guerre de la Monarchie sont exposés ouvertement.

C'est à la Délégation hongroise qu'on a indiqué il y a quelques jours comment on entend la paix sans annexions ni contributions.

Le comte Andrassy, l'éternel candidat à la présidence du Conseil, a introduit la discussion impérialiste.

« La paix doit être honorable et avisée, a-t-il dit, pour ne pas mettre les autres Etats dans une situation qui entraînerait une revanche. Cependant nous ne devons pas renoncer à des rectifications de nos frontières. Cette guerre ne doit pas se terminer sans assurer la défense de nos intérêts militaires et stratégiques. » Comme exemple, l'orateur cite le Lovtchen (Monténégro) qui domine les Bouches de Cattaro. « La nécessité pour nous d'avoir le Lovtchen est telle que la paix ne serait pas satisfaisante si elle ne nous en assurait pas la possession. »

Pour que l'annexion du Lovtchen, où comme disent les Autrichiens, la rectification des frontières, soit garantie, la Monarchie devra retenir comme gage le territoire italien occupé.

Le comte Tisza ne se contente pas des vœux d'Andrassy, il renchérit encore davantage. Il est d'avis que le refus de la paix offerte par l'Entente devrait comporter une aggravation des buts de guerre des Impériaux. En même temps il plaide la nécessité d'aider l'Allemagne sur tous les fronts où l'aide est nécessaire.

« Si une situation se présentait, a dit Tisza, où la force militaire de la Monarchie pourrait aider l'empire allemand, alors de toute notre force et, avec la fidélité de l'amitié et du dévouement, nous ferions ce que ceux qui ont toujours été nos fidèles compagnons d'armes sont en droit d'attendre de nous. »

A la Serbie Tisza réserve un sort très sombre. Il veut la dépouiller au profit des Bulgares et lui interdire l'accès à la mer, car « un port pour la Serbie signifie pour nous une situation pire que celle d'avant la guerre. » Tisza ne croit pas qu'après tant d'efforts militaires la Monarchie doive aboutir à donner l'accès à la mer à la Serbie.

Parlant de l'aide promise à l'Allemagne pour le front occidental, le comte Czernin a déclaré:

« Nous luttons de la même façon pour l'Allemagne, que l'Allemagne lutte pour notre défense. Si quelqu'un demandait:

Luttons-nous pour l'Alsace-Lorraine? il faut répondre que oui. Je ne connais aucune différence entre Strasbourg et Trieste. »

Les orateurs de moindre importance se sont également rangés aux vues des maîtres. Ainsi Okolicsanyi a continué comme suit: « Nous ne désirons en vérité aucune extension territoriale, mais cela n'exclut pas la possibilité de retenir certains territoires qui nous sont nécessaires pour des raisons stratégiques. La Monarchie doit résoudre la question balkanique conformément à ses intérêts vitaux. »

Szterenyi, ancien sous-secrétaire d'Etat, du parti d'Andrassy, n'est pas moins exigeant: « Nous ne voulons pas de conquête mais personne ne peut nier les raisons qui nous poussent à demander les modifications de frontières nécessaires à notre défense. »

Czernin et les siens parlent toujours de désarmement et d'autres belles choses mais ne cessent jamais de penser aux guerres futures. Des rectifications stratégiques, des défenses de frontières, telles sont leurs préoccupations pour l'avenir.

Les succès sur le front italien et la décomposition russe ont donné essor aux visées impérialistes germaniques dissimulées jusqu'ici pour des causes d'opportunisme. Le masque tombe maintenant. La démocratie, la Ligue des nations et la fraternisation avec Lénine ne sont que d'habiles simulacres par lesquels les Impériaux préparent la réalisation de la paix germanique. Aujourd'hui se croyant en sûreté, ils parlent sincèrement et c'est ce dont on devrait prendre note pour ne pas s'exposer à l'avenir aux pièges qu'ils tendent chaque jour.

L. P.

La note autrichienne à la Serbie

Le « Times » du 25 septembre a publié la lettre suivante:

Monsieur,

Dans le dernier numéro de la « Friedenswarte », le Dr Fried, directeur de ce journal, publie une précieuse information, jusqu'ici apparemment négligée, qui jette une pleine lumière sur l'attitude de l'Allemagne à l'égard de la note autrichienne à la Serbie. Il déclare qu'il possède une copie de l'hebdomadaire américain l'« Indépendant », du 7 septembre 1914, contenant un article intitulé: L'Allemagne dans la grande guerre, par l'ambassadeur impérial d'Allemagne. L'article, qui consiste en réponses fournies par le comte Bernstorff à un certain nombre de questions particulières, est précédé de la note suivante: — L'« Indépendant » a prié le comte J.-H. Bernstorff de répondre à certaines questions qui ont été discutées dans la presse et il a bien voulu donner suite à cette demande. Le public pourra apprécier la franchise et l'exactitude avec laquelle il répond à nos questions.

La première question était: « Est-ce que l'Allemagne a approuvé l'ultimatum de l'Autriche avant que celui-ci fût remis à la Serbie? » La réponse du comte Bernstorff fut: « Oui », et il se mit à montrer quelles raisons l'Allemagne avait d'agir ainsi. Il est seulement nécessaire d'ajouter que le Dr Fried est un Autrichien et un patriote.

Votre dévoué,

M. EPSTEIN, rédacteur

au « Stateman's Year Book ».

St-Martin's-street, W. C. Sept. 21.

L'Angleterre et la Bulgarie

— Lettre ouverte au député anglais, M. Noël Buxton —

Mon cher député,

Ces temps derniers, dans une interpellation au Parlement anglais, vous avez émis le vœu de voir la Bulgarie sortir de la guerre sans dommages et presque agrandie. A votre idée, la future conférence de la paix devrait examiner la question bulgare sans se fonder sur son attitude actuelle.

Permettez-moi de vous dire tout de suite combien votre manifestation en faveur de la cause bulgare a été inutile et déplacée. En pleine guerre entre l'Angleterre et la Bulgarie, au moment même où les soldats bulgares s'acharnent, en Macédoine, avec violence contre les vaillants soldats de l'Angleterre et de ses alliés, prendre la défense de la Bulgarie, c'est encourager la monstrueuse politique du tsar Ferdinand et de son peuple, qui consiste dans l'écrasement de l'Entente et le triomphe de la Prusse.

Vous savez bien, mon cher député, que la Bulgarie avait prémédité son crime, que la Bulgarie tout entière s'était livrée sciemment à l'Allemagne. Vous savez bien qu'en 1913, c'est la Bulgarie qui attaqua traîtreusement ses alliés de la veille, provoquant la deuxième guerre balkanique... et que depuis ce jour-là elle nage dans les eaux de l'Alliance Centrale.

Dès le commencement de la guerre européenne, la Bulgarie aida les Turcs dans leur lutte contre le corps expéditionnaire franco-anglais aux Dardanelles, livrant à la Turquie des munitions, des céréales, laissant en même temps aux officiers allemands le passage libre pour Constantinople. En 1915, la Bulgarie se rangea résolument aux côtés de l'Allemagne dans un but de conquêtes et de domination que seul le triomphe de la Prusse pouvait lui assurer. Grâce à l'intervention bulgare, les Empires centraux ont pu conquérir les Balkans, sauver la Turquie, abattre la Roumanie. C'est grâce à la Bulgarie que les Empires centraux ont pu soutenir la guerre jusqu'ici.

Dans la guerre actuelle, la Bulgarie s'est dévoilée comme un pays avide de conquêtes, ne tenant nullement compte des aspirations légitimes des peuples des Balkans, se souciant peu de l'avenir de ces peuples, ainsi que de la tranquillité future du monde. Au cours de la guerre actuelle la Bulgarie s'est montrée indigne de la future société des Nations. Elle a commis toutes sortes de violations du droit des gens, elle s'est livrée à des actes inhumains, elle a foulé aux pieds toutes les conventions internationales.

Comment voulez-vous, mon cher député, que la future conférence de la paix ne tienne pas compte de cette attitude?... Ne pas punir la Bulgarie de sa politique actuelle, c'est encourager le crime, c'est encourager un pays dont l'intervention dans la guerre a fait plonger dans le deuil des centaines de milliers de familles anglaises et alliées. Pour l'honneur du monde et de la civilisation, ce châtiement s'impose. Je le désire sincèrement, car c'est l'unique moyen d'ouvrir les yeux au peuple bulgare tout entier, lequel, incapable de se gouverner lui-même, suit docilement les ordres de Berlin.

J'ai eu l'honneur, vous en souvenez-vous, mon cher député, de m'entretenir avec

FEUILLETON

UN CHANT GUERRIER BULGARE

Nous trouvons dans le « Mercure de France » un document intéressant sur la psychologie bulgare que nous jugeons utile de reproduire in extenso.

* * *

Si l'on peut juger l'âme d'un peuple par ses poètes, ce chant guerrier d'Ivan Arkendoff, le Pindare bulgare, que publie « Le Gaulois » du 20 août, est bien caractéristique de la sauvage cruauté de ce peuple. Ivan Arkendoff est honoré du titre de « poète de la Cour ».

Le soleil s'est levé à l'horizon coloré par le sang des ennemis. Qu'attends-tu, jeune Bulgare? Lève très haut les mains et laisse-les bénir par ses rayons sanglants. Et, ensuite, enfonce-les dans les entrailles d'une jeune femme... afin de rendre jalouse la pourpre royale d'Apollon. Avec l'encens des vapeurs qu'envoie l'aurore au roi des dieux, fais monter la vapeur du sang cher aux dieux. En avant jeune Bulgare, toujours en avant!

Avant que l'astre du jour monte de sept brasses à l'horizon, que le lac de sang que versera ton épée s'élève de sept brasses. Vois le vieillard caduc qui traîne sa misérable vieillesse, cherchant à tromper la mort et ton élan. Abats-le sous ta botte, arrache avec la fourchette ses yeux troubles, qui ne sont pas dignes d'admirer la grandeur de la Bulgarie, et donne-les-lui à manger, car il y a trois jours qu'il a faim et soif.

Qu'attends-tu, jeune Bulgare? En avant, toujours en avant!

Le tapis que forment les corps de velours des femmes et des enfants est plus doux que le gazon d'avril. Déguste d'abord leur rosée, charme ton âme au fruit savoureux de leur jeunesse, et, ensuite, lorsque

tu sera ivre de volupté et d'héroïsme, disperse les inutiles écorces et passe dessus, comme sur un tapis royal. Que le fer de ton cheval s'enfonce dans le sein des belles femmes, afin que le lait qui vivifie nos ennemis se tarisse. Qu'attends-tu, jeune Bulgare? En avant, toujours en avant!

Enfant du typhon, imite ton père partout où tu passes. Qu'il ne reste pas pierre sur pierre, qu'aucun enfant ne se réjouisse sur le sein de sa mère, qu'aucun vieillard ne s'appuie sur l'épaule de son petit-fils. Jette leurs crânes aux chiens affamés, qui se poulèchent férocement, la nuit, en reniflant ton approche, et leurs âmes au Tartare, là où le grand abîme s'apprête à engloutir toute âme indigne de lever les yeux vers la lumière du soleil bulgare.

Et avant que le jour de Dieu se lève, qu'il ne reste sur les ruines que tu auras semées que des squelettes et des spectres, et qu'il ne monte au ciel que l'odeur des corps brûlés, chers aux dieux de l'Olympe bulgare.

En avant, toujours en avant!

Vois! Une cheminée fume encore, une marmite bout sur le feu, une bouche affamée attend sa pitance. Honte à toi! Ne sais-tu pas que, du moment où tu as mis le pied ici, il ne doit y avoir d'autre nourriture, pour tes ennemis, que la terre, qu'ils mordront à pleines dents? Fais une torche du vieux corps qui attise les derniers charbons du foyer, mets le feu d'un bout à l'autre et, en quittant les lieux que tes pas ont sanctifiés, ne laisse derrière toi que cendres et charbon. Le dieu de la Bulgarie étend sa fourrure d'ours sur toi comme une égide. Ne crains rien, jeune Bulgare!

En avant, toujours en avant!

* * *

Le traducteur ajoute que cette version ne rend pas exactement toute la force et la férocité de l'original. Je ne crois pas, dit-il, qu'il existe, en aucune littérature, des pages plus cruelles et plus féroces.

LA LETTRE D'UN FRANÇAIS SUR LA SERBIE

M. Jean Brunhes, l'illustre auteur de la « Géographie humaine », vient d'écrire une préface pour un « Précis d'Histoire serbe », qui sera prochainement publié chez Delagrave. Il a autorisé la revue française « La Vie », à détacher de cette préface deux lettres encore inédites sur les Balkans, écrites en 1912 et 1913.

Nous reproduisons ici la deuxième lettre, écrite de Salonique en mai 1913, et adressée à M. Stéphen Pichon, ministre des Affaires étrangères. Elle ne manque pas d'une certaine actualité, vu l'arrivée récente de M. Pichon au Quai d'Orsay.

Salonique, 13 mai 1913.

Monsieur le ministre,

Je rentre de ce qui fut la Vieille-Serbie et qui est la Serbie Nouvelle.

Je reviens de Prizrend où se sont passés les fameux incidents du consul autrichien Prochaska, d'Ipek où, en 1908, M. Descos, notre ministre de France à Belgrade, faillit avoir une histoire très désagréable dans un des quartiers musulmans; de Mitrovitza, où il y a dix ans fut assassiné le consul de Russie; de Pristina, où fut tué, il y a quinze ans, le consul de Serbie. J'ai fait la route de Djakovica (Diakovo) à Ipek où, il y a deux mois, fut tué le moine Palitch, et la route d'Ipek à Mitrovitza, à travers toute la Métokia où, l'an passé, les Albanais ont tout détruit des ateliers et des tronçons de route déjà construits par une société allemande.

Bref, je viens de parcourir une des régions qui étaient le plus troublées et qui ont le plus troublé les chancelleries européennes.

Mais ce que je n'imaginai point au degré où je l'ai entendu raconter, c'était l'insécurité permanente d'autrefois pour les habitants mêmes du pays, — voire pour les Musulmans. Les begs albanais n'osaient pas sortir de leurs maisons fortifiées (koulés); il y en avait qui devaient vivre enfermés dans leurs demeures. Les Turcs, de leur côté, n'étaient que campés en certaines villes comme Djakovica; ils

Le livre blanc et l'alliance serbo-grecque

Le gouvernement de M. Venizelos vient de publier, dans leur traduction grecque, les documents et la correspondance diplomatiques se rapportant à l'alliance serbo-grecque, l'abandon par la Grèce de ses obligations d'allié et toute la série des événements qui ont prouvé la duplicité des gouvernements de l'ex-roi Constantin.

Pour la première fois, nous avons le texte de cette alliance, tant discutée, ainsi que deux conventions militaires, le tout publié après accord des deux gouvernements respectifs. Nous pourrions donc juger tout une partie — et la plus importante peut-être — de la tragique histoire du peuple serbe dans cette guerre, qui aurait pris une tournure tout autre, si M. Venizelos avait réussi à faire appliquer de suite le traité, comme on pouvait s'y attendre.

En effet, dès son premier article, la Convention militaire, signée fin mai 1913, fait prévoir une attaque de l'Autriche et stipule pour ce cas l'aide immédiate et entière de la Grèce.

Art. 1 : « Dans le cas d'une guerre entre un des Etats alliés et une troisième puissance, guerre qui serait déclenchée dans les conditions prévues par le traité d'alliance entre la Grèce et la Serbie, ou dans le cas d'une attaque soudaine de l'armée bulgare avec des forces importantes — au moins deux divisions — contre l'armée grecque ou contre l'armée serbe, les deux Etats, la Grèce et la Serbie, se promettent éventuellement l'aide militaire, la Grèce toutes ses forces de terre et de mer, la Serbie toutes ses forces de terre. »

Ainsi que l'art. 1 du traité d'alliance auquel on fait allusion ci-dessus : « Dans le cas où un des royaumes est attaqué sans aucune provocation de sa part, les deux royaumes se prêteront aide de toutes leurs forces militaires. »

M. Venizelos a déclaré récemment que M. Pachitch lui avait bien fait entendre qu'il s'agissait là de l'Autriche; d'autre part, lui-même a invoqué cet article pour demander l'aide de la Serbie pendant la crise gréco-turque (voir sa dépêche du 29 juillet 1914 à M. Streit).

Mais il semble bien que sur la demande de la Grèce, les deux gouvernements s'entendirent à n'effectuer le concours militaire, stipulé par cet article immédiatement, qu'au moment où la Bulgarie aurait mobilisé contre la Serbie. M. Pachitch se désista alors de son droit après avoir reçu les assurances les plus formelles du germanophile M. Streit lui-même, que la Grèce voulait tenir en réserve toutes ses forces de façon à tenir en échec la Bulgarie, son « ennemi héréditaire ».

Donc, la Serbie accepta de défendre seule les Balkans contre l'envahisseur du Nord, rassurée qu'elle était du côté bulgare par la parole grecque.

Mais les germanophiles de ce pays ne perdaient pas leur temps, et ce même M. Streit, transmettait la fameuse dépêche de Constantin à son beau-frère, qui l'invitait à marcher immédiatement contre les Slaves. L'ex-roi y déclarait qu'il n'attaquait pas la Serbie, uniquement parce qu'il ne pouvait pas le faire utilement pour Guillaume, car la Grèce, selon lui, aurait été dans ce cas anéantie par les Alliés. Il restera neutre par nécessité, et cela servira à l'empereur. Il ne touchera pas aux Bulgares, alliés de l'empereur, tant que ceux-ci ne lésoront pas ses intérêts locaux balkaniques.

Il ne faut pas se méprendre sur le sens de la

dernière phrase. Les événements ont montré que l'indépendance des Balkans, le sort de la Serbie, n'entraient pas du tout dans les « intérêts locaux » des germanophiles d'Athènes, sauf, bien entendu, quand il s'agissait, comme le préconisait le ministre grec à Berlin, de se partager les dépouilles de la Serbie, de concert avec l'ennemi héréditaire.

L'Allemagne cherchait ouvertement, dès le mois de septembre 1914, à s'assurer la neutralité grecque au moment de l'attaque bulgare projetée contre la Serbie. M. Venizelos l'a très loyalement fait savoir aux Alliés par sa circulaire du 13 septembre 1914 aux représentants grecs près les gouvernements de l'Entente. Celle-ci a donc été informée bien à temps du danger que courait la Serbie. M. Venizelos, fidèle à l'alliance, répondit au ministre d'Allemagne qui l'avait informé de l'accord bulgare-turc en vue d'une attaque contre la Serbie, que la Grèce se rangerait dans ce cas aux côtés de cette dernière.

Aussi, l'Allemagne renversa M. Venizelos, et nous pouvons lire dès le mois de juillet 1915, une dépêche du ministre grec à Bucarest à M. Gounaris, dans laquelle ce diplomate déclare avoir reçu l'assurance de son collègue allemand, que la Grèce resterait neutre en cas d'attaque bulgare contre la Serbie. Ce diplomate ne se doutait pas qu'il n'apprenait rien de nouveau à son chef.

Voilà donc pourquoi, en raison d'un accord encore secret entre l'Allemagne et la Grèce, ou tout au moins de promesses du kaiser à Constantin, le gouvernement de M. Zaïmis se refusa, au moment critique, à la veille de l'attaque bulgare d'octobre 1915, de s'acquiescer de ses obligations d'allié. C'est seulement en lisant les promesses que M. Théotokis faisait de Berlin et en ayant toujours à l'esprit la germanophilie des gouvernants d'Athènes, qu'on peut s'expliquer le courage de la Grèce d'envoyer à la Serbie un document de cynisme tel que sa réponse à l'invitation de M. Pachitch. M. Zaïmis allait même jusqu'à faire grief à son collègue serbe de ne pas l'avoir consulté — et cela après l'attaque bulgare! — sur l'opportunité de rompre les relations diplomatiques avec la Bulgarie. Mais le principal argument de ce mémorable document diplomatique, le « leit motiv » de la réponse grecque consiste dans l'affirmation gratuite et vraiment pitoyable, que la Grèce serait submergée par l'attaque germano-bulgare, si elle secourait son allié; donc, c'est dans l'intérêt serbe même qu'elle s'abstiendra, tout en attendant le moment favorable! Et nous savons tous que ce moment ne serait jamais arrivé sans l'intervention énergique du général Sarraïl et de M. Venizelos.

La fin de la réponse serbe, simple et éloquente dans sa grandeur, rédigée en pleine retraite, mérite d'être citée ici : « Le gouvernement grec, tout en reconnaissant la possibilité de son intervention dans la guerre présente, considère que cette intervention doit être effectuée au moment opportun. Il est plus qu'évident que la Serbie et la Grèce, en unissant leurs forces, auraient repoussé les Bulgares bien plus facilement, même si ces derniers étaient aidés par les Allemands, que la Grèce isolée n'aurait vaincu une coalition germano-bulgare, à laquelle elle aurait préalablement donné le temps d'abattre la Serbie. Par son attitude actuelle, la Grèce donne à cette coali-

tion l'occasion d'abattre la Serbie d'abord et la Grèce ensuite, bien qu'il soit certain qu'elle n'aurait pas pu les abattre toutes les deux en même temps.

En ayant à l'esprit tous les arguments ci-dessus, aussi bien que les intérêts communs gréco-serbes, le gouvernement serbe désire attirer l'attention du gouvernement grec sur le fait que la Grèce nous a assuré à plusieurs reprises qu'elle interviendrait militairement, sous la seule réserve qu'il fallait laisser la Bulgarie attaquer la Serbie. L'intérêt seul de la Grèce lui dicte le devoir d'intervenir de suite avec toutes ses forces contre la Bulgarie, même si le traité d'alliance serbo-grec n'existait pas. Tout ajournement de l'intervention de la Grèce peut devenir fatal, non seulement pour la Serbie, mais aussi pour la Grèce. Aussi, le gouvernement serbe adresse un dernier appel au gouvernement grec pour que cette intervention soit effectuée de suite.

L'attitude de la Grèce devient tout à fait hostile à son alliée dans la question du transport de l'armée serbe de Corfou à Salonique par voie de terre. La correspondance échangée à cette occasion montre qu'Athènes se voyait de plus en plus liée à l'Allemagne.

Les documents sur l'affaire Ruppel terminent le Livre blanc, en achevant de prouver définitivement la déloyauté des gouvernements de l'ex-roi, déloyauté allant jusqu'à la trahison et soulevant enfin le pays pour arriver au retour de M. Venizelos.

C'est seulement à présent et lentement, que le peuple grec commence à s'apercevoir de quelle façon odieuse ses gouvernants ont trahi ses intérêts vitaux en trahissant la Serbie. Le peuple grec, conscient maintenant de ses intérêts, va bientôt avoir à les défendre de toutes ses forces, en réalisant le but de l'alliance qui a été défini dans le 1er article du traité : l'intégrité du territoire des deux alliés.

V. GUERASSIMOVITCH.

Les socialistes allemands et les prétentions bulgares

Au cours de la séance du Reichstag du 29 novembre, le député socialiste Haase, parlant au nom des socialistes indépendants, a dit entre autres :

« Nous voulons la paix générale. C'est pourquoi nous demandons que le gouvernement s'exprime clairement sur les buts de guerre à l'ouest, au sud et au sud-est. Nous demandons de même que le gouvernement nous explique son attitude à l'égard des plans annexionnistes bulgares, qui, contrairement à l'opinion de notre collègue Wendel, ont été, malheureusement, appuyés par Muller, au nom de la présidence du parti social-démocrate. »

A cette remarque de Haase, le chef des socialistes majoritaires, Scheidemann, a ainsi répondu :

« Dans la question bulgare, mon collègue Muller s'est borné à affirmer que Wendel exprimait uniquement un point de vue purement personnel. » (« Vorwaertz » du 30 novembre).

Cette partie du discours de Haase n'a été reproduite que par le « Vorwaerts ». Aucun député, ni le chancelier lui-même, ne se sont prononcés, au cours de la séance du 29, sur les convoitises bulgares.

vous le 9 mars 1915, à l'hôtel Regina, à Paris. Nous avons conclu ce jour-là que la Bulgarie serait seule responsable de ses actes et aurait à supporter les conséquences de sa vie politique si elle venait de se ranger aux côtés de la Prusse. Quelques mois plus tard ces craintes se sont confirmées. Mieux encore, la Bulgarie s'est jetée tout entière, corps et âme dans les bras des Prussiens qui sont aujourd'hui les véritables maîtres du pays et qui se réjouissent de tout cœur, lorsque au Parlement anglais, un député anglais, rend hommage à leurs valets...

LÉON SAVADJIAN,
Directeur de l'Agence balkanique.

La Suisse et la Serbie

Lors d'une assemblée de protestation contre le recrutement forcé des Serbes, un orateur genevois a eu ce mot heureux : « la Serbie, c'est la Suisse des Balkans ». Ce n'est pas là comme il arrive trop souvent une creuse formule oratoire : tout un ensemble de facteurs concourent à justifier, entre la Serbie et la Suisse, une telle parenté d'âmes.

Petits pays tous deux, et tous deux à la fois de mœurs patriarcales et de culture avancée, ils se ressemblent surtout par l'esprit qui inspira leurs luttes historiques. Egalement jaloux de leur indépendance, ils n'ont pas eu la même fortune : la Serbie, moins privilégiée que la Suisse, ne conquiert sa pleine liberté qu'à une époque assez récente. A peine délivrée du Turc, elle fut menacée par d'autres et l'on ne dira jamais assez combien ont été méritoires ses efforts pour la sauvegarde d'une indépendance intégrale. Pour n'avoir pas voulu la sacrifier, la petite Serbie, acculée par l'Autriche à la guerre, fut contrainte de prendre les armes.

Ce geste, en Suisse, souleva d'unanimes approbations; placés devant une même alternative, les bergers des Cantons n'eussent pas hésité. Eux aussi autrefois, après avoir chassé les baillis de l'Empire, assoiffé déjà d'une domination universelle, durent se résoudre à lutter un contre dix. Et, comme les Serbes avant la trahison bulgare, ils repoussèrent un envahisseur plus nombreux, mieux armé, mais que ne soutenait aucun idéal national.

Aujourd'hui, que voyons-nous? une Suisse unie, groupant autour des bannières fédérales tous ceux qui les voulurent pour emblèmes. Une Serbie écrasée, mais qui veut vivre et vers laquelle tendent les bras tous ses enfants opprimés par les Germains et les Magyars. Une si légitime volonté de s'unir enfin en un Etat indépendant, la Suisse, fidèle à son histoire, ne peut que l'approuver hautement. Et dans les vœux ardents qu'elle forme pour l'avenir de la Serbie, je vois une preuve encore de leur étroite ressemblance. Ce sont deux âmes sœurs.

M. D.

PETITES NOUVELLES

Notre rédacteur en chef, M. le Dr. Marcovitch, est rentré de Paris et il a repris la direction du journal.

n'étaient installés là que depuis trois quarts de siècle et ne pouvaient vivre à la lettre qu'à l'abri de leurs canons et de leurs fusils. Quant aux chrétiens, n'en parlons pas. Tous les Serbes de Djakovica ou d'Ipek avaient eu quelqu'un des leurs tué par les Albanais. La vieille et célèbre « Patriarchie » d'Ipek est située à une demi-heure en amont de la ville, du côté de la montagne; tout chrétien qui se risquait à aller d'Ipek à la « Patriarchie » avait quelque chance d'être atteint par une balle albanaise.

A Djakovica, les Serbes d'une part et les catholiques albanais de l'autre étaient si étroitement et rigoureusement consignés dans leurs quartiers respectifs, qu'ils n'avaient jamais pu connaître la partie de leur ville qui est la ville musulmane et qu'ils n'ont pu connaître leur ville que depuis la conquête.

Telle était la situation, tyrannique et anarchique tout à la fois, qui était jusqu'à hier celle de toute la plaine de Kossovo et de toute la plaine voisine de la Métokia.

On a aujourd'hui l'impression d'un ordre véritable, — pas seulement superficiel et militaire, — mais réel et profond. Et c'est sur ce point, Monsieur le Ministre, que je me permets de vous donner, à titre de documents récents et authentiques, mes impressions personnelles.

J'ai eu la chance de faire ce voyage en compagnie de M. Gaston Gravier, lecteur à l'Université de Belgrade, qui est un homme de grande valeur et, si je puis dire, sachant le serbe et les Serbes.

Nous avons causé avec des représentants de toutes les fractions de la population. Nous nous sommes même arrêtés, en pleine campagne, chez des paysans albanais, et nous avons vécu là, bénéficiant de leur hospitalité simple et joyeuse, quelques heures inoubliables.

Il y a bien évidemment des étonnés, des mécontents, des ulcérés... Cela va de soi. Mais une détente générale des esprits se manifeste de la manière la plus évidente. Même les Musulmans, encore une fois, se rendent compte qu'un régime nouveau de justice et de sécurité a commencé.

M. Gravier, qui fut un grand ami des Serbes, est tombé depuis au champ d'honneur.

Je voudrais pouvoir vous dire avec toute la force de ma conviction ce que j'ai constaté, à savoir : ce que les Turcs et les Jeunes-Turcs n'ont pu réaliser en ces provinces durant tant de siècles ou durant ces dernières années, les chrétiens — les Serbes — ont réussi à le faire.

Voici un exemple de ce que nous avons exactement contrôlé, — en notant les noms, — M. Gravier et moi.

A Djakovica, les riches propriétaires albanais musulmans qui sont les begs, sont venus trouver les autorités serbes et les autorités municipales et ont demandé la permission d'aller visiter leurs terres. Il y avait des années que, eux, les propriétaires du pays, les Musulmans maîtres de tout en apparence, n'osaient pas sortir de la ville, car, hors des murs, ils risquaient leur vie. Ils sont revenus enchantés et l'un d'eux qui a cinquante-trois ans nous a déclaré que, jusqu'à la conquête par les armées monténégrines, il n'avait jamais pu aller visiter ses propriétés.

Les nouveaux dominateurs ont organisé la vie municipale en constituant des conseils de commune, où sont représentées les diverses fractions de la population. Evidemment, les Serbes gardent la prépondérance et la majorité; mais les Musulmans collaborent avec eux, c'est le point important. A Djakovica comme à Ipek, le maire est un Serbe du pays. J'ai pu m'entretenir dans ces deux villes avec les maires; ce sont des hommes de sang-froid, sérieux, appliqués, très noblement préoccupés des conséquences lointaines de leur tâche d'aujourd'hui.

Il faut ajouter que, pour tout ce qui relève de l'organisation militaire, il y a une différence très sensible entre le secteur qui est confié à l'armée serbe et celui qui appartient à l'armée monténégrine. Les premiers, les Serbes, me paraissent avoir à un haut degré le sens de l'organisation, et les événements de la guerre ont prouvé qu'ils étaient évidemment eux qui étaient les mieux préparés de tous les alliés balkaniques.

Pour l'instant, un effort énorme vient d'être accompli dans ce qu'on appelait la Vieille-Serbie. Non seulement les routes sont devenues sûres, mais, ce qui est mieux, les routes commencent à être construites. Ipek, l'inaccessibles, a des tronçons de route bien faits et du

côté de Djakovica et du côté de la « Patriarchie ». Les magasins sont bâtis selon des types nouveaux; le pittoresque y perd beaucoup et la géographie humaine encore davantage; mais tout cela est le signe d'un élan économique vraiment puissant. On a l'impression d'un réveil total.

Avec sagesse et habileté, les Serbes et les Monténégrins ont désarmé les Albanais; or, un fusil pour un Albanais était chose plus essentielle qu'une chemise. On rend les fusils à ceux qui se font baptiser. Ce n'est pas pour pousser aux conversions qu'on use de cette tactique; mais, de fait, il y a un certain nombre d'Albanais qui passent à l'orthodoxie sinon par conviction religieuse, du moins pour avoir le droit de jouir de la considération de porter un fusil. De là, ces conversions dont l'Autriche, avec tout le pharisaïsme qui lui est coutumier, s'est montrée irritée.

J'ai photographié plusieurs de ces Albanais ayant reconquis le droit au fusil.

Ne jugeons pas trop vite de ces faits qui se passent sinon loin de nous, du moins en des mentalités si éloignées des nôtres.

Lorsqu'on sort de la Serbie et qu'on se détache peu à peu de la Slavie pour pénétrer dans l'Albanie, on est saisi par l'aspect physique de ces montagnards. Nous, Latins, nous sentons que nous retrouvons des Méditerranéens, et nous ne pouvons nous défendre d'une réelle sympathie, impliquant la justice. Il y a loin de là à l'illusion de fonder uniquement une politique sur d'aussi vagues affinités.

Les Albanais sont très loin d'être dépourvus de hautes et nobles qualités, mais ce sont des hommes de l'âge féodal, et ce sont des montagnards vivant par familles et par tribus. Il ne faut ni les ravaler, ni les magnifier. Ce sont les Monténégrins qui, par leur genre de vie sinon par leur race, se rapprochent le plus des habitants de l'Albanie. Les Monténégrins, eux aussi, vivent par tribus. Ils font la guerre par familles et par tribus. Pour les besoins de la cause et pour la façade « européenne », ils appellent une tribu une brigade; mais les brigades monténégrines sont exclusivement composées d'hommes liés par la tradition et par le sang.

(A suivre)

Un mémorandum de la Social-Démocratie serbe

Les délégués de la social-démocratie serbe, qui sont venus de Serbie à Stockholm avec l'autorisation des gouvernements austro-allemands, ont déposé devant le comité hollandano-scandinave le memorandum suivant qu'ils nous prient de vouloir bien publier dans « La Serbie ». Nous avons acquiescé à cette demande et nous publions ce memorandum uniquement à titre d'information. Nous ajoutons encore que les auteurs du memorandum ne représentent qu'une fraction du parti socialiste serbe et que le socialisme en Serbie, pays agricole par excellence, avec la petite propriété, n'a aucune influence, ni politique, ni sociale.

« La Social-Démocratie serbe demande la paix immédiate. C'est ce qu'exigent les intérêts de l'humanité entière, comme ceux des prolétaires internationaux; c'est, avant tout, le besoin vital de la Révolution russe qui — représentant une acquisition incommensurable pour l'Internationale socialiste — devait tenir au cœur de tous ses membres. Voilà pourquoi nous acceptons la formule de la Révolution russe: Paix sans annexions et sans contributions sur la base du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes.

« Toutefois, il faut ajouter immédiatement qu'une paix sur une telle base est fort loin de résoudre les questions des nationalités qui ont joué un certain rôle — quoique secondaire — dans la genèse de la guerre actuelle, ainsi que les questions engendrées par le conflit. Cela s'applique en particulier, à côté de la question polonaise, à la question nationale serbe.

« L'union politique des parties séparées de la nation serbe qui, comptant plus de 10 millions d'âmes, est plus grande que la nation tchèque ou hongroise, serait un gain général pour la culture; elle est, en outre, la première condition préalable de la prospérité du socialisme chez ce peuple si riche en traditions et en tendances démocratiques. L'union de la Bosnie-Herzégovine avec la Serbie est en particulier une demande si naturelle et si logique qu'elle rend toute discussion superflue. La Bosnie-Herzégovine est pour la Serbie, d'une plus grande signification que par exemple l'Alsace-Lorraine pour la France. Le noyau ethnographique et culturel de la nation serbe se trouve entre la Morava et la Mer Adriatique. Le berceau de la plus belle et de la plus pure culture nationale serbe est sur les deux rives de la Drina, dans la Serbie proprement dite et la Bosnie-Herzégovine; c'est là aussi qu'est née, entre autres, la poésie populaire serbe dans laquelle un Goethe même trouva une haute jouissance esthétique et c'est dans le dialecte de cette région qu'écrivait le fondateur de la littérature serbe moderne Vouk Stéfanovitch-Karadjitch.

« Pour ces raisons, la prise de possession de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie est un rapt brutal, impérialiste. Ce fut le résultat du traité secret russo-autrichien sur le partage des Balkans, traité auquel, en son temps, l'Angleterre donna son assentiment, exemple typique de la politique de diplomatie secrète traitant tous les pays comme une marchandise et les peuples comme du bétail, ce qu'elle fait aujourd'hui encore.

« L'Autriche-Hongrie ne pouvait faire valoir aucun droit pour légitimer la prise de possession de la Bosnie-Herzégovine comme celle, antérieure, de la Dalmatie; elle ne pouvait même pas s'en rapporter au droit de l'épée encore existant dans la société capitaliste, au fait de guerre accompli, au droit de l'injustice consommée: ce que l'on fit d'une grande partie du peuple serbe habitant la Bosnie-Herzégovine fut un troc pur, brutal, impérialiste qui ne se rencontre pas fréquemment même dans l'histoire de l'ancienne Europe impérialiste. Il serait fort intéressant de faire remarquer ici que même une grande partie du parlement hongrois fut contre l'occupation de la Bosnie-Herzégovine lorsqu'il s'agit de sanctionner ce rapt.

« Mais la social-démocratie serbe est profondément convaincue que la Révolution russe inaugurerait — par sa victoire définitive, victoire qui peut être seulement remportée dans la paix et si la guerre se termine immédiatement — une époque nouvelle de démocratie dans toute l'Europe et même dans le monde entier, une époque où l'on respectera davantage qu'aujourd'hui les intérêts et les droits de tous les peuples. La Révolution russe devra contribuer beaucoup — par sa victoire — à la solution des questions de nationalités, non seulement en son propre pays, mais aussi dans les autres. Et ce qui constitue le point capital pour nous, c'est que la Révolution

russe triomphante donnera une impulsion puissante à toute l'Internationale prolétarienne et qu'ainsi elle hâtera le long et difficile processus historique de la Révolution sociale. A notre avis, elle entre, par cette guerre mondiale, dans une période décisive tout comme, il y a cent ans, la révolution bourgeoise d'Europe commença avec les guerres napoléoniennes. Cette révolution prolétarienne seule, et non la guerre d'aujourd'hui, capitaliste et impérialiste par excellence, amènera une solution complète et juste de toutes les questions de nationalités.

« Toutefois, en attendant, la Serbie doit au moins avoir un minimum d'existence assuré. Nous entendons par là:

« La restauration complète de la Serbie; l'union de la Serbie avec le Montenegro. Pas de restrictions politiques et économiques de la part de l'Autriche-Hongrie. Aide financière collective des grandes puissances pour la régénération des forces productives de la Serbie complètement anéanties pendant la guerre et durant l'occupation austro-bulgaro-hongroise. La Serbie doit avoir un accès à la mer. En ce qui concerne cette question vitale de la Serbie, notre opinion est la suivante: La route adriatique, si discutée, n'est qu'une combinaison diplomatique artificielle, sans base politique, économique et culturelle réelle. La Serbie devrait, tout d'abord, devenir un Etat de l'Adriatique, c'est-à-dire s'unir à la Bosnie-Herzégovine et à la Dalmatie; c'est alors seulement que son artère de communications et d'économie pourrait être dirigée vers l'Adriatique. Par contre, aujourd'hui, toute la vie économique et culturelle de la Serbie est concentrée dans la vallée de la Morava. Mais la continuation logique, géographique, économique et culturelle de la vallée de la Morava est la vallée du Vardar. La Serbie ne peut pas exister telle qu'elle est constituée politiquement aujourd'hui sans la vallée du Vardar et sans sortie sur la Mer Egée par Salonique; elle doit donc avoir toute la vallée du Vardar à sa disposition. Et Salonique qui, par sa situation géographique et son importance pour les communications et l'économie, est le port principal des Balkans, doit devenir avec une partie de son hinterland, le port commun de la Serbie, de la Grèce et de la Bulgarie et la place où ces trois Etats se rencontrent.

« Mais ce ne serait qu'une solution provisoire de la question macédonienne. Cette question ne peut jamais être résolue d'un point de vue national. La Macédoine est un conglomerat de races et de nations dans lequel aucune d'elles ne possède la majorité. Sa confusion devient un chaos parce que, à la suite de diverses propagandes chauvines, beaucoup de « nationalités » artificielles ont été créées à un degré tel que presque chaque race macédonienne se divise en plusieurs « nationalités » et a des convictions nationales différentes quoique les signes ethnographiques soient les mêmes. C'est une utopie nationaliste confinant au comique que de parler d'un pareil chaos macédonien, comme d'un pays bulgare, serbe ou grec. Chaque parti socialiste dans les Balkans qui envisage la question macédonienne d'un point de vue exclusivement nationaliste et non d'un point de vue balkanique général, se trouve sous l'influence de l'idéologie surannée de ses milieux dirigeants et il confirme inconsciemment leur politique d'hégémonie dans les Balkans le plus grand danger qui menace l'idée de la fédération balkanique.

« La Macédoine est le centre géographique, stratégique et économique de tous les Balkans. Voilà pourquoi toutes les races et nations de cette péninsule s'y sont rencontrées; voilà pourquoi chacune d'elle est liée par une partie de sa population, de ses traditions et de ses intérêts à cette belle et riche contrée. Et c'est justement parce que la Macédoine est le centre des Balkans qu'elle est le complément naturel de chacune de leurs parties. Le fleuve serbe de la Morava trouve sa continuation naturelle dans le fleuve macédonien du Vardar; les montagnes albanaises ne peuvent pas vivre sans les vallées et les marchés de la Macédoine occidentale; la Grèce incline, par un besoin naturel, vers Salonique et la Bulgarie qui a, sur son ancien territoire, un reste assez important de population hétérogène turque et grecque, cherche tout naturellement dans les éléments nationalement semblables de Macédoine un appui politique et culturel pour elle. C'est pourquoi il a été démontré au cours des derniers dix ans que toute solution soi-disant pratique

de la question macédonienne, c'est-à-dire le partage de la Macédoine sur telle ou telle base, fut toujours injuste pour les peuples des Balkans et, ce qui est surtout important pour l'Europe, nuisible à la paix. La Bulgarie de San-Stefano, projet du tsarisme russe et devant comprendre toute la Macédoine, a poussé la Serbie dans les bras de l'Autriche-Hongrie et causé la guerre fratricide de 1885. La Serbie de Bucarest de 1913 qui, avec la Grèce, prit la part du lion en Macédoine, jeta définitivement la Bulgarie entre les mains de l'Autriche et de l'Allemagne et occasionna la guerre fratricide de 1915.

« L'unique solution pratique et juste de la question macédonienne est la république fédérative démocratique des Balkans. La Macédoine en serait partie autonome et non plus l'objet de la concurrence et de la rivalité balkanique réciproque, mais un membre des Balkans unis et réconciliés qui sera soutenu de tous ses camarades balkaniques politiquement plus âgés, et plus expérimentés. Et, les conditions préliminaires d'une telle fédération balkanique existent aujourd'hui déjà, nonobstant les dissensions entre les divers Etats des Balkans, car il faut savoir que les hostilités entre ses peuples ne sont pas naturelles, mais artificielles, qu'elles furent provoquées par les milieux dirigeants, par les dynasties et les diplomates, par les milieux militaires et bureaucratiques supérieurs et, finalement, par une poignée de chauvins aveugles; il faut savoir que cette haine n'a jamais pu prendre pied dans les masses. Toute saine parole historique trouva constamment les peuples des Balkans prêts et aptes à une action commune malgré toutes les dissensions antérieures et leurs tristes souvenirs. La guerre serbo-bulgare de 1885, en dépit de tout le sang versé et d'une propagande chauvine mutuelle d'une durée de 30 ans, ne put séparer ce qui était uni historiquement, ce qui ethnographiquement et culturellement ne fait qu'un et lorsque, en 1912, on dut renverser l'abject régime féodal turc qui produisit continuellement une corruption dans les Balkans, Serbes et Bulgares se rassemblèrent avec les Grecs en un clin d'œil pour l'œuvre commune. Vinrent malheureusement aussi vite dynasties, diplomates, militaires, chauvins pour anéantir, de concert avec les grandes puissances d'Europe, tout ce que les peuples des Balkans avaient créé dans le courant de quelques mois au prix d'efforts énormes. L'obstacle principal à la Fédération des Balkans ce sont les monarchies balkaniques; les conditions préliminaires économiques et culturelles les plus importantes nécessaires à l'union des Balkans existent déjà. Voilà pourquoi le devoir principal de la Social-Démocratie balkanique est de continuer et d'achever de discréditer les monarchies et les dynasties dans les Balkans ce que, d'ailleurs, la guerre actuelle a déjà commencé de faire dans une large mesure. »

Douchan POPOVITCH,
secrétaire du parti socialiste.

(à suivre.) T. KATSLERONITCH, député.

Le comte Andrassy contre la Serbie

La « Neue Freie Presse » du 2 décembre publie un article signé par le comte Andrassy, dans lequel cet homme d'Etat magyar discute la politique autrichienne telle qu'elle se présente à la veille de l'ouverture des Délégations.

« Plus d'une fois, écrit le comte Andrassy, j'ai déclaré que je suis opposé à ce que nous prenions des engagements de principe dans les questions de politique étrangère. Je ne peux surtout pas approuver le point de vue de principe, que nous n'avons pas droit à des conquêtes ou à des indemnités pour les sacrifices énormes que nous avons dû consentir au cours de la guerre. Nos adversaires ne se sont pas liés les mains. Pour les mêmes raisons, nous aussi, nous avons un droit moral aux conquêtes et aux indemnités.

C'est une autre question d'opportunité que de savoir si nous devons faire usage de ce droit. Cela dépendra des circonstances militaires et politiques. Notre but n'était pas de faire des conquêtes. Mais ce serait une grave faute, que de nous lier au « statu quo ante ».

Par ce moyen la paix ne serait pas assurée, car la guerre mondiale a commencé contre ou, plus précisément, à cause de ce « statu quo ».

Il est clair, par exemple, que la Serbie ne pourra pas être restaurée dans ses frontières antérieures.

Le président du Conseil autrichien a fait hier des déclarations importantes qui, d'une façon générale, me tranquillisent, car elles sont tellement élastiques qu'elles nous laissent les mains libres. Il ne s'engage pas à maintenir le « statu quo », mais il se borne à déclarer que nous ne tendons pas à faire acte de violence. Ceci n'exclut pas le fait, que nous pouvons nous annexer certaines régions.

Je dois ajouter encore que nous devons nous garder de faire des conquêtes qui introduiraient dans notre pays un grand nombre d'éléments ennemis qui, au lieu de nous renforcer, ne feraient que nous affaiblir. Cependant, nous devons demander la rectification de nos frontières stratégiques. »

Cet aveu du comte Andrassy sur les causes de la guerre est à retenir. Il fournit une preuve de plus de la préméditation autrichienne.

NOUVELLES DE SERBIE

Un anniversaire glorieux

Le 15 décembre, la Serbie entière célébrait le troisième anniversaire de l'éclatante victoire de Roudnik, qui couronna en 1914 les opérations contre les Autrichiens et mit définitivement hors de cause les armées du général Potiorek. C'est à cette date que le communiqué serbe annonça la capture de 60.000 soldats et officiers ennemis et un grand nombre de canons, de même que la fin de la poursuite des troupes défaites, dont un seul petit contingent avait réussi à rejoindre le territoire autrichien. Aucune troupe ennemie armée ne se trouve plus sur notre sol, disait le communiqué serbe, dissipant ainsi le cauchemar de l'invasion, tandis que nombreux bataillons autrichiens qui sillonnaient les routes serbes se dirigeaient vers divers camps de prisonniers. Après la débâcle de l'armée autrichienne, le général Potiorek, homme qui, étant gouverneur de Bosnie, fut indubitablement l'instigateur et le principal organisateur de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, fut interné par le gouvernement viennois dans un asile d'aliénés et jamais plus l'Autriche ne devait se hasarder à attaquer l'armée serbe. Pour vaincre les Serbes, il a fallu la formidable armée allemande de Mackensen et toute l'armée bulgare, mais ces forces réunies ne purent pas quand même empêcher les vaillants soldats serbes de porter un an après leurs drapeaux au sommet du Kaïmakchalan. Après trois ans de cette guerre, cette date mémorable apparaît comme un symbole vivant de ce que peut faire, même dans le plus grand dénuement, une armée qui a foi dans la victoire, et qui, contrainte à la retraite, ne songe qu'à reprendre l'offensive.

A l'occasion de cet anniversaire, le journal officiel de Corfou exhorte l'armée serbe à se souvenir toujours des glorieuses traditions qui, sous le commandement de S. M. le roi Pierre et S. A. le prince héritier, lui ont valu tant de victoires, et à continuer de combattre pour le salut de la patrie avec la même vaillance qui a fait que les ennemis acharnés de la Serbie n'osent plus lui disputer le droit à l'indépendance et à la liberté.

Les craintes des Magyars

Le professeur de l'Université de Budapest, Jacob Bleyer, un Allemand de Hongrie, a publié dans le « Budapesti Hirlap » du 18 novembre, un article très caractéristique sur les tendances magyares:

« La longueur de la guerre, dit entre autres le prof. Bleyer, ainsi que l'énergie sans exemple et la propagande de nos ennemis dont la ruse est inépuisable, ont provoqué une fermentation dans notre pays.

C'est en Autriche que se trouve le champ de bataille. Le but avoué, poursuivi dans ces luttes, n'est pas seulement la dissolution de l'Autriche, mais aussi le morcellement de la Hongrie. Il est clair que les Tchèques, les Slaves du sud, ainsi que les autres Slaves de la double monarchie, sont nos ennemis au même degré que les Russes, les Serbes et les Roumains. Il nous est donc nécessaire de savoir de façon certaine sur quel soutien et sur quelle alliance nous pouvons compter dans notre lutte contre les Slaves de la monarchie, lutte qui, très vraisemblablement, ne pourra pas être évitée.

Nos Slaves ne reconnaissent-ils pas avec une sincérité éhontée qu'ils attendent de l'Entente la réalisation de leurs idéaux, c'est-à-dire la dislocation de l'Etat au cours des conversations qui, autour de la table verte, prépareront la paix? Nous devons nous prémunir contre un tel ennemi.»

Imprimerie Reggiani, Rue du Diorama, 1